

# L'AVANT-GARDE

POUR LA SUISSE

Un an . . . . . Fr. 4»—

Six mois . . . . . » 2»—

Trois mois . . . . . » 1»—

Pour l'Étranger le port en sus.

Organe Collectiviste et Anarchiste.

POUR LA FRANCE

Un an . . . . . Fr. 8»—

Six mois . . . . . » 4»—

Trois mois . . . . . » 2»—

Lettres et argent franco.

Administration et Rédaction de l'Avant-Garde : Chaux-de-Fonds (canton de Neuchâtel, Suisse).

## La liberté du commerce et le système protectionniste, jugés au pont de vue ouvrier.

L'échéance, la dénonciation et le renouvellement des traités de commerce, rouvrent partout la célèbre dispute entre les partisans du libre-échange et ceux du régime protecteur. Pour nous, nous nous désintéresserons presque complètement d'un débat où nous n'aurions que ce mot à dire: le libre-échange nous tue, sans que la protection nous sauve; c'est la coalition qu'il nous faut.

Certes, comme nos patrons, et plus qu'eux, la terrible concurrence, nous enserme. Ils se plaignent de ce que leurs produits se heurtent sur leur marché national à d'autres produits que l'étranger importe. Mais, nous ouvriers, ne rencontrons-nous pas tous les jours, des camarades malheureux venus des contrées voisines, et que nos contre-maîtres se hâtent d'embaucher? On craint les *produits similaires*? et, de la présence des *ouvriers similaires*, pense-t-on que nous ne souffrions pas? On nous dit: les produits s'importent; nous répondons: les ouvriers *immigrent*.

En 1846, les anglais passaient en Amérique; en 1848, les ateliers français regorgeaient d'allemands, de savoisiens et de belges; au lendemain de la défaite, pour éviter les poursuites et fuir le massacre, les ouvriers de la Commune se sont fait envahisseurs à leur tour. Maintenant, les chinois pullulent en Amérique, toutes les routes qui d'Italie mènent en Suisse, se noircissent d'ouvriers piémontais, et demain, à moins que la terre ne cesse en Allemagne, la Suisse orientale sera peuplée de travailleurs allemands.

Il y a plus encore.

On ajoute: L'importation des produits étrangers ne se contente pas d'augmenter l'offre, au point de dépasser la demande, mais de plus, elle les présente souvent dans des conditions de bon marché que nous ne pouvons atteindre; aussi n'est-ce pas seulement l'avilissement du prix de nos marchandises que nous avons à craindre, mais leur dépréciation et leur expulsion complète de la consommation qu'il nous faut redouter. Nous ripostons: sont-ce des ouvriers français, allemands, suisses, belges, américains, anglais, — tous ouvriers dont le coût d'entretien est le même, — que l'immigration met en lutte? naturellement, par la trop grande affluence des bras, le taux des salaires de tous s'avilit; mais, cet avilissement, les uns et les autres le supportent, et chacun souffre ses heures de misère, l'ou-

vrier indigène et l'ouvrier étranger. Voici la scène qui change: le chinois et l'américain, le vaudois et le piémontais sont aux prises! une poignée de riz suffit pour son entretien au travailleur du Céleste Empire, et le pauvre ouvrier piémontais d'un peu de *pollenta* est nourri. À l'américain, au vaudois, il faut du pain, du vin et de la viande; le salaire *nécessaire* n'est pas le même pour tous: la sobriété des uns, pour les autres est la mort. Dans de semblables conditions, le prix de la *force de travail* change, et ce n'est plus, pour l'ouvrier suisse, pour celui des États-Unis, un chômage partiel qu'il faut que l'on supporte, c'est l'exclusion complète de la fabrique et du chantier qu'il faut subir.

On le voit, la parité est complète. Qu'est donc en effet la *force de travail*, sinon une marchandise comme une autre? une machine, un instrument?

Faisons d'abord son procès au libre-échange.

Qu'arrive-t-il, lorsque, grâce à la liberté du commerce, des machines de fer, d'acier de fonte ou de bois, toutes de même valeur, également bonnes pour l'usage, viennent inonder et encombrer le marché? d'abord, l'offre s'élève au-dessus de la demande, puis le prix de chacune d'elles s'avilit; enfin, comme il faut que l'équilibre économique se rétablisse, la fabrication de ces machines se ralentit. De plus, si parmi ces machines il en est qui se livrent dans des conditions toutes spéciales de bon marché, qu'advient-il des autres? elles sont, d'abord vaincues, puis chassées; et, dans ce cas, il ne suffit plus que leur fabrication se ralentisse: la fabrication des plus coûteuses doit cesser tout à fait.

Tels sont aussi les phénomènes qui se succèdent, s'il s'agit de machines humaines, c'est-à-dire de travailleurs. Seulement, les résultats qu'ils entraînent, empruntent au caractère vivant de ces machines, une singulière gravité.

Ici, en effet, la concurrence prend un autre nom: elle s'appelle, *la lutte pour l'existence*. Il est impossible que la fabrication s'éteigne, et elle ne peut pas se ralentir. Ce ne sont pas les naissances qui cessent; non, mais c'est le mort qui survient. La misère, les privations, l'épuisement, l'anémie, la maladie, la faim, voilà les agents que la nature met au service de l'économie bourgeoise, et dont l'action terrible rétablit l'équilibre économique momentanément troublé. Ainsi donc, quand il s'applique aux travailleurs le principe de la liberté de commerce doit ajouter un dernier terme à sa maxime cé-

lèbre, et dire: « Laissez faire, laissez passer, même *laissez mourir*! »

Disons maintenant leur fait aux partisans de la protection,

Supposons, pour un instant, que l'idée protectionniste triomphe, et voilà le système protecteur établi. On prétend qu'un régime de douanes est la sécurité de l'industrie du pays. Soit; sera-t-il la garantie du salaire? il sauvera, dit-on, le capital. Sauvegarderait-il ce travail? on affirme qu'il protégera les produits d'une nation contre leurs *produits similaires*; défendra-t-il contre les *ouvriers similaires*, les ouvriers de cette nation?

Voilà, les cotons filés et tissés, la machine, la montre et la dentelle, les soieries, les métaux ouvrés, les grains et les alcools, tout, frappé de forts tarifs de douane; prohibé même, si l'on veut. Qu'advient-il? laissons divaguer l'enthousiasme des protectionnistes: Aussitôt — disent-ils — la crise cesse, l'industrie nationale qui souffrait se relève, l'atelier, la manufacture, le chantier, rouvrent leurs portes à côté des cabarets qui se ferment, devant une foule ouvrière en guenilles et affamée; ensuite, le taux du salaire s'élève, enfin, c'est l'âge d'or! Permettez, dirons-nous à ces Messieurs, en jetant un peu d'eau froide sur leur enthousiasme: Retournez à la frontière! vous y trouverez un oubli à réparer, une nouvelle contribution à frapper, une sottise à commettre. Ne voyez-vous pas, qu'alléchée par la renommée de votre terre promise, l'invasion des ouvriers étrangers poudroie vos routes toujours plus nombreuse? qu'elle s'avance vers vos usines chaque jour plus compacte? le prix des subsistances qui s'est élevé restera le même, mais de nouveau l'affluence des bras fera tomber le taux du salaire, et, de nouveau, l'ouvrier indigène cédera la place au travailleur étranger. Vous n'avez, en réalité, qu'un moyen de protéger le travail et le salaire nationaux, c'est d'imposer ou de prohiber l'entrée des travailleurs qui passent la frontière. Les soumettez-vous d'abord, à titre d'essai, à une taxe de fr. 50 par tête? si cela ne suffit pas, les ferez-vous reconduire chez eux? allons, ayez le courage de vos opinions, entretenez à la frontière une armée qui les impose, des gendarmes qui les arrêtent, une troupe qui les repousse, même en leur tirant des coups de fusil! si vous êtes logiques vous appliquerez votre système jusqu'au bout; vous en développerez les dernières conséquences, et par des mesures d'une intolérance absurde vous le complétez. Sachez seulement, dès aujourd'hui, que nous ne vous demandons rien, que nous ne

sommes pas vos complices, que nous n'exigeons contre nos camarades, ni protection d'aucune sorte, ni prohibitions.

Nous ne voulons rien *contre eux*. Mais *avec eux*, nous voulons une chose: Quoi? une nouvelle organisation de la production. Voilà notre but. Quel moyen pour l'atteindre? organiser et internationaliser la coalition.

## Correspondances.

### France.

Les condamnés du procès *dil* du Congrès de Paris sont en ce moment en prison.

Nous venons de recevoir le numéro spécimen du nouveau journal français: *Le Proletaire*. Voici comment dans un article intitulé, « Notre ligne de conduite », ce journal rend compte lui-même de sa mission: « Les membres de la rédaction ne pourront insérer un article qui leur soit personnel que sous leur responsabilité propre. Quant au comité de rédaction, il ne pourra collectivement s'écarter de la ligne de conduite qui vient d'être exposée: car, il faut qu'on le sache bien, le *Proletaire*, journal républicain et socialiste, veut être l'organe du *proletariat tout entier, le cahier des études socialistes de tous les travailleurs et la tribune de tous les exploités, de tous les dés-herités.* »

S'il tient cette promesse, le journal *Le Proletaire* peut compter sur notre entière sympathie.

Une grève de 600 ouvriers tisseurs et fileurs, a éclaté à Nancy.

Tous les lecteurs de *L'Avant-Garde* connaissent les détails du fameux duel Gambetta-de Fourtou. Mais ils ignorent peut-être une particularité qui en change le caractère. C'est que si M. Gambetta est borgne, M. de Fourtou est myope à ne pas voir son nez au microscope. On avouera qu'un duel au pistolet, à trente pas, entre un aveugle et un borgne tourné du mauvais côté, est une bonne plaisanterie.

La réputation de courage du faiseur de Tours commençait à se refroidir depuis son fameux enlèvement en ballon; on a senti le besoin de la réchauffer un peu.

### Congrès du droit des femmes, à Paris.

— Comme toujours grande explosion de sentimentalisme, phrases à grand effet, mais absence complète de principes: On veut la suppression de la police des mœurs, et on veut que cette police *disparue* intervienne pour supprimer les maisons de débauche. Un bon jeune homme vient prêcher la pureté des hommes! Une dame demande le divorce, et pas un ne sait ou n'ose parler de la liberté toute pure. Liberté de l'amour, liberté de la volupté, voire même liberté de la pureté! Pourquoi les femmes qui se plaignent de l'inégalité et de l'oppression de la loi se marient-elles? Elles sont à 21 ans majeures et égales aux hommes; pourquoi se refont-elles mineures et se font-elles protéger par la loi qui les soutient comme la corde soutient le pendu?

Que la femme s'unisse simplement, si cela lui plaît, à un homme qu'elle quittera, si elle le trouve indigne ou simplement s'il cesse de lui plaire; que seulement suivant

les indications de la physiologie, elle s'arrange pour ne devenir mère que si elle peut assurer par elle-même ou par son conjoint l'existence de leur rejeton.

Quant à leurs autres revendications identiques aux nôtres, que les femmes se gardent bien de s'affaiblir en luttant à part. Qu'elles combattent à côté de nous, avec nous, sur le pied d'égalité!

### Espagne.

Dans la prison du Saladero, Juan Oliva y Moncasi attend tranquillement que la cour suprême ait confirmé sa condamnation. Ses deux pieds sont rivés à une double chaîne, et il se promène de long en large, les lourds anneaux sonnante sur le plancher, sans que ce bruit lugubre parvienne à l'attrister, ni à lui arracher un seul soupir. Son procès doit passer devant la cour d'appel de Madrid, lundi 25 novembre.

On parle d'un complot républicain fédéraliste. Des armes auraient été saisies et des arrestations faites; à Carthagène, le commandant du vapeur *Gaditano* a pris la fuite.

### Italie.

« Les rois sont dans l'ordre politique, ce que sont dans l'ordre physique, les monstres. »

Paroles de l'abbé Grégoire.

Décidément, selon le mot de Moncasi, il n'est pas facile, au milieu de son entourage, de frapper une tête couronnée. La flèche de Tell est naturellement au rancart, mais le plomb ne fait craquer la cible qu'une fois sur trois, et la pointe, — chose pourtant plus sûre —, ne parvient qu'à égratigner. Cependant, ceux qui viennent de manier la poudre et le fer ne manquent pas de courage! Moncasi, Hœdel, Nobiling, Passanante, avaient fait l'abandon de leur existence, et comme une acceptation complète du bourreau! Eh bien, tous ont été gênés par le maudit entourage. Les uns tirent de loin, et c'est à peine si Nobiling touche; Passanante parvient à franchir le cercle; malgré les oscillations de tout cortège, il aborde la voiture royale, mais là une lutte corps-à-corps s'engage, dans laquelle, seul, il a pour adversaires, les valets, les mouchards, les ministres, les cuirassiers..., et le roi. Il égratigne.

Nous ignorons quels procédés plus certains l'avenir tient en réserve. Mais, il pourrait bien se faire que ceux qui croient fermement qu'on peut, dans une poitrine royale, ouvrir une route à la Révolution, fissent bon marché désormais du salut de l'entourage! que pour se trouver enfin, seuls, face à face avec un porte-couronne, ils marchassent à lui, au travers de la tourbe des courtisans, secouée, dispersée, rompue, au bruit et à la lueur des bombes.

Quoiqu'il en soit, tournons encore un feuillet du martyrologe pour inscrire ce nom à la suite des autres: *Giovanni Passanante*.

Le 17 novembre, à 2 h. 20 de l'après-midi, le cortège royal sortait lentement de la gare de Naples. Enfoncé dans les coussins moelleux, vert et or, Cairolile-parvenu souriait à son roi, et la reine causait avec le jeune prince; derrière, devant, partout, à cheval et à pied, les valets de tous grades et de familles diverses. On entrait dans la rue Carbonara. Comme la venue de sa Majesté avait été, à Naples comme dans les autres villes, précédée d'arrestations d'internationalistes, le roi se vautrait dans sa

quiétude. Par moments, les cuirassiers de l'escorte s'écartaient de la portière, pour laisser passer les suppliques, et, les malheureux qui ne sentent pas encore que leur salut est dans la révolution, les lâches à qui il faut des faveurs, de l'argent et des grades, venaient humblement plier le genou dans la poussière du carrosse, devant la morgue du roi qui se sàoulait d'ovations. Tout à coup, un homme se précipite. Il saute sur le marchepied. C'est Passanante.

Dès ce moment, tout se passe en un clin d'œil.

Passanante tire vivement son couteau de l'étoffe rouge qui l'enveloppe, pousse à l'oreille du roi le cri de Vive Orsini, et, résolu, lui porte un premier coup au bas-ventre. Le roi se baisse, se courbe, étend le bras gauche, pare; le couteau porte à peine: la pointe entre un peu au-dessous de l'épaule: une égratignure seulement. Alors une lutte inégale s'engage. C'est Passanante qui devient l'assailli. Cairolile prend aux cheveux; le roi dégaine, et sans prendre garde qu'il peut blesser son ministre, frappe sur la tête de son agresseur. Cependant, Passanante ne perd pas courage. Il porte un second coup. Cette fois, c'est Cairolile qui le reçoit. Enfin, un cheval se cabre, et le capitaine de cuirassiers qui le monte, d'un coup de sabre à la nuque étend Passanante sur le pavé.

Le cortège continue sa route, emportant Cairolile blessé, dont le sang jaillit de la cuisse sur la figure de la reine. Quant à Passanante on le relève et on l'emmène, sans chapeau, sans cravate, les chaussures déchirées, ses deux blessures saignant sur son costume modeste à petits carreaux blancs et bleus.

A Rome, on crie dans les rues: « *Il ritratto di Passanante!* » »

Passanante a la tête entourée d'un bandage, mais les deux blessures qu'il a reçues sont en voie de guérison. Son visage ovale, aux petits yeux noirs et vifs est sympathique. Il porte une fine moustache châtain-foncé.

Son pays est Salvia (arrondissement de Potenza). Il exerce la profession de cuisinier.

Nous extrayons des interrogatoires qu'il a déjà subis, les passages les plus saillants:

D. Quel est ton nom? (on remarquera la politesse des fonctionnaires du roi Galant-Homme.)

R. Giovanni Passavanti.

D. Ton âge?

R. Vingt-neuf ans.

D. Sais-tu lire et écrire?

R. Oui.

D. Quel métier as-tu?

R. Cuisinier.

D. Veux-tu dire quels sont les mobiles qui t'ont poussé à commettre ton crime?

R. J'ai résolu de tuer le roi parce que je déteste tous les monarques de la terre et tous les gouvernements.

D. Pourquoi?

R. Ils me sont odieux parce qu'ils engendrent la misère. J'ai toujours été malheureux, exploité, opprimé et brutalisé par les patrons; et je hais tous les maîtres! au reste, tant de fêtes m'agaçaient. Je me suis dit: Comment! le roi mangera dix plats par jour, et moi-même pas un?

1) « Le portrait de Passanante! » En dialecte napolitain le nom italien de *Passavanti* s'écrit et se prononce: *Passanante*.

D. Quelles sont tes opinions ?

R. Je suis républicain-socialiste.

D. Voulais-tu tuer le roi ? ou seulement le blesser ?

R. Je voulais l'achever.

A cette réponse, le procureur du roi, éprouvant le besoin de faire montre de son zèle, s'emporte contre l'accusé, et s'attire cette réponse : « Ne vous échauffez pas tant vous êtes payé pour penser autrement que moi là-dessus. » Ensuite l'interrogatoire continue :

D. Quels sont tes complices ?

R. Je n'en ai point. Si j'en avais eu, je n'aurais pas été forcé de vendre mon second veston pour acheter un couteau. J'aurais pu me procurer un bon revolver, et à cette heure le roi d'Italie serait mort.

D. Tu te dis républicain, et tu frappes le grand patriote Cairoli ?

R. Cairoli ! est encore plus laquais que les autres !

Quant on a conduit Passanante en prison arrivé place de Carmine, il a jeté à la foule les quelques sous qu'il possédait. Interrogé sur les motifs de cette acte, il a répondu : « Maintenant je n'ai plus besoin de rien. »

Il est maintenant détenu dans les prisons de San Francesco. On cite de lui une très jolie réponse : comme le geolier lui apportait sa ration de pain, il lui a dit :

« Le pain que vous me faites manger, ne vaut pas celui que j'aurais voulu que tout le monde puisse manger en travaillant. »

Passanante est une nature énergique. Il a appris à lire et à écrire tout seul. Déjà, en 1870, il a été condamné pour avoir apposé des affiches révolutionnaires, à Salerne.

On nous écrit :

« Je veux vous renseigner autant qu'il me sera possible, sur les conséquences que semble produire l'acte de Passanante ; des témoignages d'hostilité et de sympathies qu'il a soulevés, des mesures répressives dont il sera ou a déjà été l'occasion, enfin de son effet sur les membres de la famille royale. »

Un mot bien juste a échappé à la reine : « Le charme de la maison de Savoie, s'est-elle écriée, est rompu ! » Un autre assez ignoble a été prononcé par elle à une réception de députés : « La justice populaire est terrible dans sa rapidité, mais parfois elle est sainte, si l'assassin avait été écharpé par la main du peuple, quel exemple ! »

Quant aux manifestations, il y en a eu de plusieurs sortes. Mais, tandis que les journaux ont fortement appuyé sur celles qui se montraient favorables au salut du roi, ils ont dû ou voulu passer sous silence celles qui lui étaient hostiles. Il est parfaitement vrai que toutes les cohortes officielles ont acclamé leurs majestés, et qu'on est même parvenu à leur arracher ces hurlements : « A bas le socialisme ! A bas les internationalistes ! Mais c'est là presque tout : peu d'actes, rien que des insultes que le vent emporte. Les manifestations hostiles ont eu une toute autre énergie. A Bologne, la police a été obligée d'arracher des affiches que le peuple respectait et lisait. Et que portaient ces affiches ? Trois mots seulement : « Morte al re ! » A Florence, tandis que les « vétérans » défilaient aux cris de « vive le roi ! » une bombe tombe et éclate dans leurs rangs ; deux sont tués raide-morts et plusieurs tombent blessés. A Pise,

même aventure : une bombe lancée par une main inconnue coupe court à l'enthousiasme des étudiants catholiques. Le bruit courait même qu'une caserne de Pesaro avait failli tomber au pouvoir d'une poignée d'internationalistes. A Fabriano, un inspecteur de police, nommé Alessi a été frappé par un international d'un coup de pierre à la tempe ; personne n'a voulu le ramasser, de sorte qu'il est resté plusieurs heures étendu dans la rue, et n'en a été enlevé que par la police.

De son côté, que fera le gouvernement ? Le ministère pour ne pas être renversé, — et il le sera quand même, — a déclaré aux chambres qu'il déploierait une grande énergie. Mais que peut-il innover ? rien, puisqu'il a tout fait ! Seulement, les arrestations se font plus nombreuses. On a arrêté en masse à Naples, à Reggio d'Emilia, à Bologne, à Pise ; à Rome, en prévision de l'arrivée du roi, tous les *ammoniti* ont été jetés en prison ; à Milan, à Turin, à Gènes, des internationalistes ont aussi été saisis. Les lazzarettistes arrêtés il y a quelque temps ont été transférés à la prison de Grosseto.

Quant au roi, et à sa suite, il semble que les ovations ont perdu de leurs charmes. Sur le parcours du chemin de fer de Naples à Rome, des soldats et des gendarmes sont postés de 50 mètres à 50 mètres de distance ; la foule, aux stations, est écartée. Peut-être qu'à son arrivée à Rome, il surgira des faits dont je vous tiendrai au courant. »

—  
Avant l'arrivée d'Humbert à Rome, on a arrêté près de trois-cents internationalistes. Malgré cela des placards ont été affichés menaçant de mort quiconque ferait des manifestations sympathiques au roi, et la police a enlevé des cartouches de dynamite qui avaient été déposées sur la voie, de façon à faire sauter le train royal.

Les manifestations internationalistes continuent : à Osimo (près d'Ancone) un adjoint municipal a été exécuté le 25 novembre ; à Jesi, une manifestation avec drapeaux rouges a parcouru la ville.

L'Etat du ministre Cairoli s'est aggravé. — Passanante était dans un tel état de dénûment que, ne sachant où coucher, il s'était endormi sur un banc. Le mouchard qui l'a fait lever lui avait presque arraché une oreille. Il a subi un nouvel interrogatoire au cours duquel il a déclaré avoir porté, non pas deux coups de couteau comme on le lui reproche, mais plus de quatre.

—  
On nous écrit de Naples :

« Le ministre de l'intérieur peut se faire valoir comme dans son discours d'Iseo, « d'avoir emprisonné ou forcé à l'exil tous les chefs (Sic!) de l'Internationale en Italie. » Aussi lui donnerais-je un conseil : Fermer les portes des villes, et mettre sur chacune d'elles cet écriteau : *Prison des internationalistes* ! Seulement de cette façon, il pourra être assuré d'avoir enfermé tous ceux qu'il appelle *les chefs* de l'Internationale. »

« Voici les paroles prononcées à notre égard par le ministre aux banquetteurs d'Iseo :

« Nous savons, qu'en Italie, les internationalistes n'ont pas le nombre d'adhérents qu'ils possèdent dans d'autres Etats, « cependant, il est hors de doute qu'il faut « les suivre d'un œil vigilant et avec fermeté ; car, leurs enseignements sont la

« négation de tous droits et de toute morale, et parce qu'ils excitent continuellement « à la perpétration de délits. »

« A cet égard, je puis assurer, que le devoir de préserver l'Italie de leurs agissements est l'objet de la sollicitude la plus « persévérante et la plus assidue de mon « gouvernement. Aussi, à cette heure, les « principaux chefs (sic!) de l'Internationale « se trouvent à l'étranger, ou sont arrêtés, « mais arrêtés conformément à la loi et selon la procédure légitime de l'autorité judiciaire. »

En ce qui concerne la loi, c'est un mot un peu trop élastique. Du moment où les internationalistes sont accusés de faire partie d'une association de malfaiteurs, du moment où la police a reçu la licence du ministre d'arrêter, ça et là, tous les susdits chefs de cette association de malfaiteurs, la loi devient la *laissez-faire et laissez-passer* de la volonté de son Excellence. De plus, est-ce que les lois bourgeoises ne livrent pas la vie et la substance même des citoyens à la discrétion du plus humble fonctionnaire de la sûreté ? Enfin, est-ce sérieusement que vous prétendez, honorable ministre, que la procédure suivie et légitimée par l'autorité judiciaire ? comment pourrait-elle être différemment ? Allez ! nous ne sommes pas des poupous ! »

#### Russie.

Le gouvernement russe va se trouver dans un grand embarras pour l'application de sa loi qui condamne à la peine de mort quiconque fait une résistance quelconque à la police : il ne comptait certainement pas lorsqu'il l'a édictée, que la loi devrait être appliquée dès le début à une femme.

Or, voici ce qui est arrivé. Le 4 novembre, à la nuit certainement, la gendarmerie, le procureur et tout le Bataclan, viennent faire une perquisition chez M<sup>lle</sup> Malinovsky, qui logeait avec une de ses amies. Les deux demoiselles ferment leur porte, se barricadent. La gendarmerie brise la porte, l'enfonce et entre. Mademoiselle Malinovsky saisit son revolver, et tire sur ces brigands ; elle les manque malheureusement, et alors, ils se ruent sur les deux femmes, les garrottent et les transportent dans la forteresse.

Les journaux n'osent souffler mot de l'affaire : il leur est défendu de parler des socialistes ; mais, toute la ville s'occupe de l'événement, et on se demande, si le gouvernement osera, ou non, condamner une femme, — non plus à la mort lente et cachée, — mais à être fusillée au grand jour.

« Oui ou non, le fera-t-il ? » telle est la question qu'on se pose. En tout cas, ça se gâte, pour ces Messieurs, si les femmes elles aussi se défendent à coups de revolver.

On fait, à Pétersbourg, de nombreuses arrestations.

—  
Vous savez déjà qu'un de nos camarades, Fomine, qui avait été arrêté sous l'inculpation d'avoir pris part à la tentative d'évasion de Voinarsky, s'était évadé depuis de la prison de Kharkof. Lui et onze de ses co-détenus, détenus comme lui pour délits de droit commun, avaient creusé une très longue galerie souterraine, qui descendait de la prison, traversait la cour et sortait de l'enceinte. Peu de temps après Fomine fut de nouveau arrêté, et ses camarades résolurent de le sauver. Deux socialistes déguisés en gendarmes, arrivèrent à

la prison, portant l'ordre qui notifie de leur livrer Fomine pour qu'il soit transféré dans une autre prison. D'abord, tout marche à merveille : l'ordre était parfaitement contrefait ; les allures des gendarmes admirablement imitées. Déjà, le chef de la prison allait livrer Fomine, et l'on procédait aux dernières formalités, lorsque, — par une malheureuse coïncidence, dûe seulement au hasard, — deux vrais gendarmes surviennent. Le stratagème est dévoilé, Fominerentenu. et les deux faux gendarmes arrêtés. Heureusement, les deux camarades qui attendaient dehors en voiture ont eu le temps de se soustraire aux poursuites.

Le socialisme russe pénètre même en Sibérie. Nous apprenons que des arrestations viennent d'y être faites. La police a saisi dans cette région bon nombre de publications socialistes, et des correspondances.

### Angleterre.

*A propos du feu Comte Leitrim.*

On n'a pas découvert les exécuteurs du méchant comte.

Ce n'est certes pas faute de les rechercher. On a fait pourrir en prison, dans le but de saisir un indice, un grand nombre d'innocents que l'on soupçonnait : Michel Heraythy, entre autres, vient d'y mourir du typhus ; et, à l'heure où je vous écris ces lignes, deux malheureux sont moribonds.

Si l'on veut des meurtriers à pendre, on voit qu'il est inutile d'aller bien loin ! les juges, les policiers, les geoliers de Lifford devraient avoir la corde qu'ils méritent !

### Les travailleurs du pays de Kent.

Les travailleurs du Kent sont en lutte avec les fermiers. Un grand nombre de ces derniers ont annoncé, il y a un mois, à leurs hommes, une diminution de salaire de fr. 3«40 à fr. 2«80 par jour de travail. Les tentatives de pourparler ont duré fort longtemps, et on a tenu meeting sur meeting. Les meneurs ordinaires ont fait leurs discours et leurs protestations ordinaires. Selon l'usage, on a envoyé des députations aux patrons, qui, aussi selon l'usage, ne les ont pas reçues. Il ne reste donc d'autre issue, — révolution à part —, que la lutte légale, la grève ; c'est-à-dire, la mort de faim et de froid pour un bon nombre, pour le reste, d'atroces souffrances suivies de la soumission. Samedi 2 novembre, 6 à 700 travailleurs ont reçu leur congé de leur ouvrage... et aussi, de leurs maisons. Celles-ci, en effet, appartiennent aux patrons, qui les louent aux ouvriers, auxquels tout simplement ils retiennent sur le salaire, le prix du loyer au taux qui leur convient. Il n'y a jamais de bail signé : liberté absolue du maître ; *droit d'user et d'abuser* ! Seulement, les formes apparentes de la civilisation sont conservées. Un patron qui donnerait à un de ses ouvriers la moindre gifle serra mis à l'amende ; rien ne l'empêche au contraire, de condamner à mort, et sans appel, le travailleur récalcitrant. Gredin ! tu ne veux pas crever de travail ? eh bien, tu crèveras de faim !

Des meneurs ont conseillé aux hommes de ne se laisser mettre hors de leurs demeures que par la force. Quelques-uns, paraît-il, ont suivi le conseil. Les agents

des fermiers ont seulement pris la peine, payées sans doute, de déposer sur la voie publique, les meubles peu nombreux d'ailleurs des ouvriers récalcitrants.

Le bruit court que ces travailleurs veulent venir processionnellement à Londres exposer leur misère. Vieille histoire ! réédition de l'expédition de Wat Tyler, d'il y a 495 ans ! Eh bien ! qu'arriva-t-il à cette époque ? On assassina Wat Tyler, on fit de belles promesses, on renvoya les paysans chez eux avec de belles chartes sur de beau papier velin ; puis, quand ils furent dispersés, hurrah ! à leur poursuite ! on les chassa de trou en trou comme gibier, comme des fauves. Ceux qui furent rejoints, hachés sur la route, écorchés, pendus ! On retrouva les autres dans leurs tanneries et on leur fit passer radicalement le goût d'aussi intempestives réclamations !

Avec la différence qui existe entre la brutale potence du XIV<sup>e</sup> siècle et l'organisation savante de la famine au XIX<sup>e</sup>. le même sort attend les travailleurs du pays de Kent.

### Allemagne.

Près d'un huitième de la population de Berlin (100.000 personnes !) habitent dans des caves. Ces logements souterrains qui n'ont bien souvent que 6 à 7 pieds de hauteur sont humides et fréquemment inondés. On s'imagine comment ceux qui vivent dans ces caveaux que refuseraient les animaux sauvages suivent les règles d'hygiène de MM. les Docteurs-Professeurs de la savante Allemagne ! Dans ces demeures, la mortalité est immense : tandis que dans les quartiers riches il ne meurt par an qu'une personne sur quarante habitants, on crève dans ces caveaux dans la proportion de *un sur dix*, et même de *un sur huit*.

Et dire que ceux qui forment cette population sont ces ouvriers mêmes qui bâtissent les beaux palais et les hautes maisons ! Que ne sortent-ils tous un beau jour de ces fourmières pour escalader le long des beaux balcons et des somptueuses corniches ! pourquoi ne jettent-ils pas dans la rue les frêlons paresseux qui y flânent, pour s'y installer eux qui travaillent, eux, leurs familles — comme disent les bourgeois, — et leurs petits !

### Calédonie.

D'après le dernier recensement officiel fait à la fin de l'année 1876, l'effectif des condamnés se décompose ainsi :

Condamnés à la déportation simple : 2,819 dont 2,806 hommes et 13 femmes ;

Condamnés à la déportation dans une enceinte fortifiée : 745

Dont 739 hommes et 6 femmes.

Nombre total de déportés . . . 3,564

### Suisse.

Nous apprenons au dernier moment que la section de propagande de Genève prend l'initiative d'une souscription, en faveur de la femme et de la fille de Moncasi.

### Faits divers.

**Eh bien ! ça y est !** — Nous racontions dans un précédent numéro comment on récompensait de la prison ceux des citoyens suisses qui devenaient estropiés au service de leur pays. Nous finissons par cette demande : A quand la schlague ?

Nous allons répondre dans le dernier : Eh bien ! ça y est ! A Bellinzona, le capitaine Venezia accompagne dans l'escalier, de gifles et de coups de pieds, le soldat Jola qu'il conduit au cachot. Et comme Jola gueule, le colonel Wieland le fait tenir par un homme du corps de garde, et lui assène sur la tête des coups de canne si violents qu'au troisième la canne vole en morceaux. Jola a été d'abord maintenu aux arrêts ; il est maintenant à l'infirmerie.

Nous allons répondre cela, quand on annonce une rectification ; naturellement, nous retirons de l'imprimerie notre réponse. Voici à quoi se borne cette fameuse rectification :

Il est faux que le capitaine Venezia ait donné des gifles et des coups de pieds à Jola. Il l'a simplement envoyé donner de la tête deux fois contre une colonne ; au premier coup Jola a été étourdi, au second, — sans le secours de ses camarades, — il se serait cassé la tête.

La schlague est maintenant dépassée.

A quand la torture ?

**Des chenapans à supprimer.** — Une statistique sérieusement faite porte en France au nombre de 200,000 le total des personnes engagées dans les ordres religieux. Il faut ajouter à cela 45000 ecclésiastiques. Cela fait donc en tout *deux cents quarante-cinq mille* punaises à l'engrais sur le corps de la nation française. Quel bonheur si l'on pouvait les faire pêter, les uns après les autres, entre l'ongle du pouce et la pierre de l'autel !

**Les ratichons de la « Liberté »** — A la suite d'une conférence donnée à Fribourg par le comp. Levaschoff, une polémique a été engagée entre lui et un pleutre qui dépose ses correspondances le long des colonnes du journal catholique *La Liberté*. Quand la rédaction du dévot journal, a vu que son bedeau allait être battu par le socialiste, elle a refusé de publier la seconde réponse de celui-ci.

Est-ce là apporter de la « bonne foi » dans une polémique ? Si oui, on avouera que la « bonne foi » des Tartufes, amis du pape, a la même valeur que les pièces d'argent frappées à l'effigie de sa Sainteté.

Les sacristains eux-mêmes n'en veulent plus !

### Dernières Nouvelles.

Le cour suprême a confirmé la condamnation à mort de Moncasi.

Le procès passera en cassation.

Passanante sera jugé par le sénat italien transformé en haute cour de justice.

Nous avisons nos lecteurs que l'Administration des Brochures socialistes a été transférée de Sonvillier à Chaux-de-Fonds, à l'adresse suivante :

Administration des Brochures socialistes, rue de l'Hôpital 13 A, Chaux-de-Fonds.

Mémoire de la Fédération Jurassienne fr. 1» — L'Empire knouto-germanique, par

Bakounine . . . . . » 0»50

La Théologie politique de Mazzini

par Bakounine . . . . . » 0»50

Les Esquisses Historiques, 1<sup>re</sup> Série, par Guillaume . . . . . » 1» —

Les Esquisses Historiques, 2<sup>me</sup> série, par Guillaume . . . . . » 1» —